

# MOBILISATIONS ET RÉPERTOIRES D'ACTION COLLECTIVE EN AMÉRIQUE LATINE

**Camille Goirand**

**De Boeck Supérieur** | *Revue internationale de politique comparée*

2010/2 - Vol. 17  
pages 7 à 27

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-2-page-7.htm>

Pour citer cet article :

Goirand Camille, « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine »,  
*Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, p. 7-27. DOI : 10.3917/ripc.172.0007

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## **MOBILISATIONS ET RÉPERTOIRES D'ACTION COLLECTIVE EN AMÉRIQUE LATINE**

**Camille GOIRAND**

En Amérique latine, les mouvements sociaux connaissent, depuis la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, une vitalité et une diversité inégalées. Ils ont à la fois participé aux oppositions aux régimes autoritaires des années 60 et 70, et accompagné les transitions démocratiques des années 80 et 90 puis les consolidations démocratiques. Ils contribuent autant aujourd'hui à la définition de nouvelles formes de participation politique, qu'à la déstabilisation de certains régimes. Les « nouveaux » mouvements sociaux qui se sont multipliés à partir des années 70 ont connu des transformations importantes dans les années 90, entre fragmentation, institutionnalisation, et démobilisation. Depuis, l'action collective a encore connu de nouveaux changements : affirmation des questions identitaires, rapprochement avec certains partis de gauche, participation au pouvoir, criminalisation... Au-delà de l'hétérogénéité de leurs organisations, de leurs stratégies et de leurs composantes sociales, ces mobilisations se comprennent au regard d'un double changement : celui des institutions politiques, et celui du modèle dominant de société et de développement, qu'elles contestent souvent, qu'elles accompagnent parfois.

Depuis la fin des années 90, les mobilisations contestataires affirment clairement leur signification politique, que certains mouvements sociaux populaires des années 70 et 80 avaient tendance à refuser. Ainsi les manifestations de rue, au cours desquelles les mécontents clamaient leur opposition à la classe politique, se sont-elles succédées en Argentine en 2001 et 2002 puis en Équateur en 2004 et 2007, alors que des marches pacifiques en Bolivie ou au Mexique demandaient la reconnaissance de droits pour les populations indiennes, tandis que des blocages de routes sont organisés de façon récurrente en Argentine depuis 1996. Ces mobilisations, qui ne reposent

pas toujours sur une organisation formelle stable, associent l'enrichissement des répertoires d'action collective (concerts de casseroles, usage des réseaux internet, marches vers les capitales, campements sur les places publiques, émeutes et mise à sac de magasins, barrages de routes...), à un rapport ambigu aux institutions démocratiques, entre demande de participation et de reconnaissance, désenchantement et rejet clair des acteurs politiques issus des transitions des années 80.

## La contestation en Amérique latine dans les années 2000

Avec la libéralisation des régimes politiques mais aussi des économies, ce sont à la fois les enjeux et le cadre des mobilisations qui ont été redéfinis. C'est bien ce que soulignent quelques travaux collectifs publiés depuis 2000. Avec Susan Eckstein on peut différencier les dynamiques d'érosion de celles du renforcement de la contestation. Les premières concernent surtout le mouvement ouvrier, comme en témoigne la baisse du nombre de grèves au cours des années 90<sup>1</sup>. Tandis que les mobilisations continuent à s'éloigner de la sphère du travail, à se territorialiser et se construire autour de l'affirmation d'identités culturelles<sup>2</sup>, les invasions de terre en milieu urbain perdent leur fréquence, et l'Église catholique confirme son retour vers la foi et l'action religieuse. Pourtant, dans le même temps, d'autres mobilisations paraissent suivre des dynamiques différentes et gagner en force : les répertoires d'action collective continuent à s'enrichir, avec les longues marches pacifiques vers les capitales comme celle des opposants à l'ALCA<sup>3</sup> qui a convergé vers Quito en novembre 2002, ou encore, l'année précédente, celle des néo-zapatistes vers Mexico ; les mouvements de défense des droits de l'homme ne faiblissent pas au Chili et en Argentine où ils ont obtenu que les lois d'amnistie soient annulées à partir de 2003 ; en Bolivie, les organisations indianistes ont confirmé leur forte capacité de mobilisation depuis l'élection d'Evo Morales à la présidence fin 2005 ; la contestation des classes politiques a ébranlé les régimes politiques argentin

1. Pour un aperçu général sur les mobilisations dans les années 2000, voir ECKSTEIN S., « Where Have All the Movements Gone ? Latin American Social Movements at the New Millenium », postface à la ré-édition de *Power and Popular Protest. Latin American Social Movements*, Berkeley, California University Press, 2001 (1<sup>re</sup> éd. 1989), p. 351-406. Voir également, une série de dossiers de revues : « Nuevas formas de protestas políticas », in *América latina hoy*, volume 36, Salamanque, 2004 ; SHELFNER J., (ed.), « Special Focus on Latin America : Democracy, Globalization and Protest Culture », *Mobilization : an International Journal*, Berkeley, volume 9, n°3 ; STAHLER-SHOLK R. and al., (eds), « Globalizing Resistance : the New Politics of Social Movements in Latin America », in *Latin American Perspectives*, n°153, volume 34, n°2, 2007.

2. MERKLEN D., « Le quartier et la barricade : le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », in *L'homme et la société*, n°143-144, Paris, 2002, p. 143-164.

3. Zone de libre échange des Amériques – ZLEA, ou Acuerdo de Libre Comercio de las Américas – ALCA.

en 2001 et équatorien en 2004 puis 2007 aux cris de « Qu'ils s'en aillent tous !... », tandis qu'à partir de juillet 2006 les Mexicains occupaient les places publiques pour contester le résultat de l'élection présidentielle ou la légitimité du gouverneur de l'État du Oaxaca...

Les années 2000 semblent donc confirmer la tendance identifiée par Susan Eckstein. Non seulement la contestation menée par les classes populaires ne s'est pas éteinte et continue à rythmer la vie politique dans plusieurs pays du continent, mais elle semble même s'étendre et s'appuyer sur un répertoire d'action collective enrichi. Des groupes sociaux jusque là peu mobilisés ont rapidement imposé leur présence en politique, et ont, pour certains, investi les scènes politiques nationales. En Argentine, des actions spectaculaires ont été menées par les *piqueteros*<sup>4</sup>, quand ils ont opéré différents barrages de routes, d'abord à partir de 1995 et 1996 dans plusieurs provinces situées au Nord-est mais aussi en Patagonie, puis en novembre 2000, quand deux fédérations d'associations de quartier de la banlieue de Buenos Aires ont coupé la route n°3 pendant un mois, à La Matanza, principal accès routier à la capitale, par l'ouest. Les *cacerolazos*<sup>5</sup> de l'année 2001, puis les nouveaux blocages de routes opérés par les travailleurs ruraux du Campo en 2008 reposent sur cette pratique de l'action collective, qui associe des actions spectaculaires dans la rue à des revendications politiques claires et explicites, comme le note Denis Merklen : opposition aux politiques libérales de réforme de l'État, demande d'aide sociale, volonté de résistance à l'appauvrissement rapide de la population argentine<sup>6</sup>.

Dans le même temps, des mobilisations plus anciennes se sont renforcées, notamment dans le domaine de la défense des droits de l'homme. En Colombie, dans un contexte où le conflit s'est complexifié et dégradé, les mobilisations pour la paix civile ont favorisé l'élargissement du débat public sur les droits fondamentaux depuis le début des années 2000<sup>7</sup>. En Argentine et au Chili, les mobilisations continues des défenseurs des droits de l'homme, par exemple des Mères de la place de mai, ont trouvé une réponse dans la ré-ouverture des procès des responsables des régimes militaires, à partir de juin 2005 quand le tribunal d'appel de Santiago a levé l'immunité de Augusto Pinochet, et en juillet 2005 quand la Cour suprême argentine a déclaré « inconstitutionnelles » les lois d'amnistie de 1986 et 1987. Dans ce pays, la ré-ouverture des procès à partir de 2007 s'est accompagnée de

4. Ce terme désigne les groupes qui organisent des « piquets » ou blocages de routes. Par extension, il est appliqué désormais à un nombre important de petites organisations de mouvement social, qui partagent les revendications et les méthodes de ces *piqueteros*.

5. Concert de casseroles.

6. MERKLEN D., « Une nouvelle politicit   pour les classes populaires. Les *piqueteros* en Argentine », in *Tumultes*, n  27, Paris, 2006, p. 173-197.

7.    ce sujet, voir DAVIAUD S., *Droits de l'homme et politique. L'enjeu des droits fondamentaux dans le conflit colombien*, th  se pour le doctorat, par Daniel P  caut (dir.), Paris, EHESS, 2006.

nombreuses manifestations de rue, aux cris de « Assassins ! Assassins ! », alors que les commémorations douloureuses du coup d'État, chaque 24 mars, continuent de réunir de nombreux participants<sup>8</sup>.

Mais les années 2000 ont aussi été marquées par l'amplification des mobilisations indianistes, à la suite du « réveil indigène » de la décennie précédente<sup>9</sup>. Autour de demandes concernant l'éducation bilingue, la reconnaissance culturelle, l'accès aux ressources naturelles et à la propriété de la terre, l'affirmation de l'indianité a constitué le terreau de mobilisations diverses, en plusieurs points du continent depuis les commémorations des « Autres cinq cents ans » en 1992 : coup de force de l'armée zapatiste de libération nationale – EZLN à San Cristobal de las Casas en janvier 1994, marches des paysans de la région du Chapare vers La Paz, mobilisations d'opposition au Plan Puebla-Panama entre 2001 et 2004, en partie au nom des droits définis par la convention 169 de l'Organisation internationale du travail... autant d'exemples qui évoquent le renforcement des mobilisations protestataires menées au nom des droits des populations indiennes.

Pour ces mouvements indianistes, les années 2000 ont surtout été celles de l'institutionnalisation, principalement en Bolivie et en Equateur. Dans ces deux pays, certaines de leurs revendications ont d'abord rencontré satisfaction avec la ré-écriture des Constitutions, avec par exemple la première reconnaissance du caractère « multiculturel et pluriethnique » de la nation équatorienne par la Constitution de 1998. Surtout, les dirigeants indianistes agissent désormais à l'intérieur des institutions politiques représentatives, depuis la transformation de leurs mouvements en partis politiques. En Bolivie, des dirigeants indianistes issus de différents syndicats ont ainsi présidé à la création du Mouvement vers le socialisme – MAS en 1999, au nom duquel ils ont fait campagne, exercé leurs premiers mandats législatifs, puis élu l'actuel Président de la république, Evo Morales, en décembre 2005. En Équateur, plusieurs membres de la CONAIE ont exercé des charges ministérielles sous la présidence de Lúcio Gutierrez, tandis que le mouvement Pachakutik a choisi de présenter son propre candidat à l'élection présidentielle de 2006, Luis Macas, passant ainsi de l'action contestataire à la compétition électorale institutionnalisée<sup>10</sup>.

8. En 2010, les partisans d'une ouverture plus large des procès ont inauguré une nouvelle forme de commémoration des disparitions. Le 24 mars 2010, plusieurs milliers d'Argentins inscrits sur Facebook ont remplacé leurs propres photos par celles de leurs proches disparus pendant le régime autoritaire, ou bien par l'inscription « Nunca mas ! » sur une silhouette anonyme en noir et blanc. Voir <http://www.facebook.com/pages/POR-TODOS-LOS-DESAPARECIDOS/11135872220910>.

9. Voir GROS C., « Métissage et identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques », in *Pouvoirs*, n°98, Paris 2001, p. 147-159.

10. La CONAIE est la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur. Pour une analyse comparée de ce processus d'institutionnalisation et de ses conséquences sur les mobilisations, voir LEE VAN COTT D., *From Movements to Parties in Latin America. The Evolution of Ethnic Politics*, Cambridge (NY), Cambridge university Press, 2005.

Les années 2000 semblent donc marquées à la fois par des continuités et des ruptures, avec des transformations qui peuvent sembler contradictoires, au premier abord. D'un côté, les mobilisations populaires ont conservé ou retrouvé une forte intensité, et continuent de reposer sur des organisations territorialisées et très fragmentées. Le discours des droits et de la justice, s'il a changé de contexte, s'appuie toujours sur l'affirmation de valeurs, telles que la diversité culturelle, ainsi que sur des constructions identitaires, en particulier dans le cas des Indiens. D'un autre côté, alors que certains mouvements se sont défaits et ont perdu leur combativité, d'autres se sont partiellement unifiés au niveau national malgré leur fragmentation initiale, en même temps qu'ils connaissaient un processus d'institutionnalisation assez poussé, comme dans le cas des *piqueteros*, soit quand leurs dirigeants ont été appelés à exercer des fonctions gouvernementales <sup>11</sup>, soit quand les mouvements se sont transformés en partis politiques aptes à entrer dans la compétition électorale. Dans l'ensemble, les mouvements des années 2000 présentent donc de nombreuses continuités avec ceux qui avaient semblé « nouveaux » au cours des décennies précédentes, en même temps qu'ils ont connu d'inévitables transformations.

Les contributions réunies dans ce dossier abordent les mobilisations sur le continent latino-américain à partir de plusieurs points de vue, qui répondent à un triple objectif : d'une part, poursuivre l'analyse du rapport entre la contestation, les systèmes politiques et leurs acteurs institutionnels (partis politiques, en particulier), d'autre part, observer les renouvellements de l'action collective et de la configuration des mobilisations, en termes de répertoires, de revendications, et d'organisation. Enfin, un dernier objectif consiste à apporter une pierre aux débats sur les méthodes d'observation de l'action collective en Amérique latine.

Sur cette question, il est devenu indispensable aujourd'hui de définir avec clarté une approche conceptuelle et théorique qui permette d'échapper enfin aux impasses qui ont marqué beaucoup de recherches sur les « nouveaux mouvements sociaux » de ce continent, depuis au moins deux décennies. Pour parvenir à renouveler notre compréhension de la contestation, nous plaçons ici pour une méthode qui donne la priorité à l'analyse de l'environnement politique des mobilisations, des interactions entre groupes contestataires et autorités, ainsi que de leurs modes d'action, le tout appuyé sur des observations de terrain qui ne se limitent pas aux directions des organisations de mouvement social. Nous pourrions alors espérer nous débarrasser enfin des partis-pris normatifs, souvent favorables aux groupes mobilisés, qui ont emprunté la recherche en sciences sociales sur les mouvements

---

11. C'est le cas, par exemple, de Luis D'Elia, dirigeant de la Fédération Terre et Logement - FTV, une des principales organisations *piqueteras* argentine, qui a accepté le poste de sous-secrétaire d'État pour la Terre et le logement social, sous le premier gouvernement Kirchner, en 2003.

sociaux d'Amérique latine depuis les années 70. L'influence durable et dominante la perspective identitaire et culturelle, jusqu'à aujourd'hui, rend nécessaire les mises au point que présentent Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley, puis Evelina Dagnino et Luciana Tatagiba, dans ce dossier ; leurs articles dialoguant entre eux à partir de points de vue différents.

## Renouveler les approches des mobilisations d'Amérique latine

Au cours des années 80, la recherche sur l'action collective en Amérique latine a très largement été menée à partir de l'approche des « nouveaux mouvements sociaux », qui, sans aucun doute, a été dominante<sup>12</sup>. Certains auteurs, comme Maria da Glória Gohn, n'hésitent pas à évoquer l'existence d'un « paradigme latino-américain », opposé au modèle « nord-américain » de la mobilisation des ressources<sup>13</sup>. En effet, pour l'analyse des mouvements sociaux d'Amérique latine, les sciences sociales ont peu, voire presque pas, recouru aux modèles construits aux États-Unis et en Europe, depuis les années 1960. En grande majorité, les recherches sur ces cas se sont inspirées d'une sociologie du sujet et de l'époque post-industrielle tirée de d'Alberto Melucci, Manuel Castells ou Claus Offe, ou encore des travaux de Jürgen Habermas et surtout de ceux d'Alain Touraine<sup>14</sup>. Ainsi la sociologie politique menée sur les cas latino-américains, observés tant par des chercheurs issus de ces sociétés que par leurs collègues latino-américanistes d'Europe ou d'Amérique du nord, a-t-elle surtout structuré son regard sur des questionnements et des enjeux familiers à l'approche par les « nouveaux mouvements sociaux »<sup>15</sup>. D'une part, l'attention s'est portée en priorité sur l'apport de ces mouvements au changement sociopolitique voire « culturel », d'autre part, ce débat a lui-même été inséparable des prises de position poli-

12. L'ouvrage le plus représentatif de ce courant d'analyse est celui coordonné par ALVAREZ S. et ESCOBAR A., (eds), *The Making of Social Movements in Latin America : identity, strategy and democracy*, Boulder (Col.), Westview Press, 1992. Citons également SLATER D., (ed.), *New Social Movements and the State in Latin America*, Dordrecht, CEDLA, 1985, puis deux dossiers coordonnés par SLATER D. dans la revue *Latin American Perspectives*, volume 21, n°2 et volume 21, n°3, printemps 1994 ; voir aussi ALVAREZ S., DAGNINO E. et ESCOBAR A., (eds), *Cultures of Politics. Politics Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Oxford, Westview Press, 1998.

13. C'est ainsi que Maria da Glória Gohn structure son manuel sur les *Teorias dos Movimentos Sociais Sociais : paradigmas clássicos e contemporâneos*, São-Paulo, Loyola, 1997, p. 212-270.

14. Pour des précisions à ce sujet, voir notre article « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970 », in *Revue française de science politique*, volume 60, n°3, 2010, p. 445-466.

15. En plus des travaux cités précédemment, notons ceux de : ASSIES W., *To Get out of the Mud*, Amsterdam, CEDLA, 1991 ; CALDERÓN F., *Movimientos Sociales y Política. La década de los ochenta en Latinoamérica*, Mexico, Siglo XXI, 1995 ; CORRÊA LEITE CARDOSO R., « Movimentos sociais urbanos : um balanço crítico », in SORJ B. and TAVARES DE ALMEIDA M. H., (eds), *Sociedade e política no Brasil pós-1964*, São-Paulo, Brasiliense, 1983, p.215-239 ; JELIN E., « Citizenship and Alterity : tensions and dilemmas », in *Latin American Perspectives*, volume 30, n°2, 2003, p. 101-117.

tiques et de l'engagement de ceux qui l'ont mené, la frontière entre sociologie et action politique étant alors difficile à identifier, voire inexistante<sup>16</sup>.

En 1992, Sonia Alvarez et Arturo Escobar publiaient *The Making of Social Movements in Latin America : identity, strategy and democracy* ; ouvrage dont la diffusion, la notoriété et l'influence ont été immenses. Écrites par une série de sociologues de renom, tels que Elizabeth Jelin, Ruth Cardoso ou David Slater, les contributions à cet ouvrage s'inscrivaient dans une approche culturelle qui était ici appliquée à l'Amérique latine, après avoir fait l'objet de vifs débats scientifiques en Europe, où elle a ensuite perdu son attrait. Cette perspective est vite devenue dominante dans la recherche sur les mobilisations en Amérique latine, sous le coup de la séduction exercée par la « nouveauté » radicale du raisonnement affichée par ses auteurs, mais sans que sa pertinence ne soit vraiment discutée. Quelques années avant Alvarez et Escobar, Tilman Evers suivait déjà cette approche en évoquant ce qu'il considérait comme le potentiel émancipateur des mouvements sociaux dits de « base ». Pour lui, « l'essence de ces mouvements est leur capacité à générer une nouvelle subjectivité sociale, nouvelle tant en contenu qu'en terme de conscience de soi », et qui émerge à travers « des bouts et des morceaux épars de nouvelles pratiques sociales »<sup>17</sup>. Pour les tenants de cette approche, la « nouveauté » représentée par ces mouvements a reposé sur l'affirmation d'une « subjectivité sociale » inédite, sur celle d'identités collectives « différentes », et, de façon plus large, sur une transformation culturelle des sociétés.

## Clivages scientifiques et vifs débats

Le livre publié par Alvarez et Escobar en 1992 s'est présenté comme un « manifeste », selon l'expression employée par Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley dans le présent dossier de la RIPC, dont l'objectif consistait à proposer un nouveau paradigme d'analyse des mouvements sociaux. Pour cela, les auteurs de cet ouvrage se sont efforcés de mettre en valeur les transformations politiques mais surtout sociales apportées par ces « nouveaux » mouvements sociaux. Selon eux, celles-ci ont reposé sur leur autonomie (supposée ou affirmée bien plus que démontrée) vis-à-vis des formes d'organisation traditionnelles des sociétés civiles, ainsi que sur leur

16. Pour expliquer le lien entre le choix de l'approche par les nouveaux mouvements sociaux et l'engagement politique des auteurs de ces recherches, nous avons proposé quelques hypothèses dans « Penser les mouvements... », *op.cit.*

17. EVERS T., « Identity : the Hidden Side of New Social Movements in Latin America », in SLATER D., (ed.), *op. cit.*, 1985, p.43-71 (citations p. 53 et 65). Dans une perspective assez proche, voir ASSIES W., « Urban Social Movements in Brazil : a debate and its dynamics », in *Latin American Perspectives*, volume 21, n°2, 1994, p. 81-105.



désaffection pour les modes d'action classique des groupes contestataires, comme la grève. Prenant au pied de la lettre le discours des acteurs de ces mouvements eux-mêmes, ces auteurs ont en grande partie construit leurs questionnements de recherche autour d'enjeux qui étaient en réalité ceux auxquels les acteurs qu'ils observaient étaient eux-mêmes confrontés : questions et discours de la participation, de l'autonomie, des appartenances « communautaires » et des identités culturelles... Tournant le dos à l'analyse marxiste autant qu'à la sociologie nord-américaine de l'action collective, ces auteurs ont affirmé donner une « nouvelle direction aux études des mouvements sociaux, proclamée supérieure à celles qui l'avaient précédée, devenues théoriquement dépassées ou sans pertinence », comme l'écrivent Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley dans ce dossier de la RIPC. Ces derniers nous proposent ici une critique approfondie de cette perspective, dont nous ne soulignerons ici que les impasses qui nous paraissent les plus évidentes. Ce sera le moyen d'expliquer pourquoi il nous paraît que le débat est loin d'être clôt, et en quoi il reste nécessaire aujourd'hui d'ouvrir la sociologie de l'action collective en Amérique latine à d'autres approches.

La perspective identitaire et culturelle sur les mouvements sociaux pose une série de difficultés. En omettant de procéder à une sociologie des organisations, d'observer l'engagement et l'action collective comme un processus à la fois collectif et individuel, et de penser la complémentarité des différentes pratiques de participation politique, de la contestation au vote, l'approche culturelle tourne le dos à certaines interrogations essentielles pour comprendre les mobilisations. Outre le fait qu'elle ne permet pas d'analyser correctement les processus d'institutionnalisation, elle passe à côté d'une grande partie du sens politique de l'action collective localisée ainsi que son rapport à l'État, et aux procédures formelles de la démocratie<sup>18</sup>. Ainsi les stratégies adoptées par les groupes contestataires, les ressources qu'ils mobilisent et les modes d'action qu'ils choisissent ont-ils été observés de façon souvent normative. Par exemple, le rapprochement des organisations de mouvement social avec certains partis politiques ou certaines administrations publiques a été critiqué comme une forme d'échec ou de compromission, plutôt qu'observé comme processus historique<sup>19</sup>.

18. C'est une question dont nous proposons une discussion dans « Penser les mouvements sociaux... », *op. cit.*

19. « Les mouvements de base peuvent disparaître – et c'est souvent le cas – de la scène en tant qu'acteurs autonomes une fois qu'ils accordent leur soutien, qu'ils s'allient de façon formelle, ou que, d'une façon ou d'une autre, ils laissent leur sort entre les mains des partis politiques », estimait ainsi Judith Hellman, dont le ton exprime ici une réprobation évidente. In « The study of social movements in Latin America and the question of autonomy », in ALVAREZ S. et ESCOBAR A., (eds), *op. cit.*, 1992, p. 59.

Face à ces impasses, et si l'on prétend expliquer les transformations actuelles des mobilisations en Amérique latine, revenir à quelques questions de méthode évidentes peut se révéler fort utile. D'abord, comme l'a montré Charles Tilly à plusieurs reprises, « un mouvement social consiste dans une opposition durable aux détenteurs du pouvoir. [...] Un mouvement social incarne une interaction de contestation »<sup>20</sup>, ce qui suppose, pour l'observateur, d'identifier les autorités et les groupes contestataires, et de porter le regard vers la dynamique de leur interaction (répression, pression, recherche du consensus, impasse, etc). Ensuite, il paraît aussi évident qu'il est nécessaire de s'interroger sur l'environnement politique qui rend possible une mobilisation : « *le moment* où une mobilisation se produit explique dans une large mesure *pourquoi* et *comment* elle a lieu », écrit Salvador Martí i Puig dans le présent dossier, nous invitant à une analyse contextualisée des conditions spécifiques dans lesquelles chaque mobilisation intervient. Par exemple, pour expliquer la naissance puis le renforcement des mouvements indianistes, se référer à un « réveil » culturel, ou à une subite prise de conscience concernant les injustices et des inégalités vieilles de 500 ans, revient à expliquer le changement par lui-même. Salvador Martí i Puig nous invite à porter plutôt l'attention vers trois séries de facteurs, caractéristiques des scènes politiques latino-américaines : le degré d'ouverture des systèmes politiques, l'existence d'un contexte international favorable, et la fluidité ou l'ouverture des élites politiques nationales. Dans un autre texte, il conclut que « l'émergence d'acteurs politiques de caractère ethnique a été, en grande partie, le fruit de la structure d'opportunités politiques inaugurée par la [démocratisation] [...], qui a rendu possibles des alliances entre des acteurs qui ont alors acquis une plus grande capacité de pression » et y ont trouvé les moyens d'une insertion dans le jeu politique<sup>21</sup>. Dans ce numéro de la RIPC, où il compare 6 pays d'Amérique latine, Salvador Martí i Puig montre ainsi quelles conditions historiques se sont révélées favorables à l'insertion des mouvements indiens dans les systèmes représentatifs et à leur transformation en partis politiques. De même, dans son article sur les luttes contre l'impunité au Chili, Marie-Christine Doran interroge-t-elle le *moment* historique pour éclairer les configurations nationales et internationales qui expliquent que le « réveil chilien » soit intervenu au milieu des années 2000, après une décennie marquée par une conception unanimiste de la démocratie.

Ensuite, pour se défaire du regard normatif sur les mobilisations, l'observation des mobilisations peut être orientée par l'identification d'une série

20. TILLY C., « Action collective et mobilisation individuelle », in LECA J. et BIRNBAUM P., (eds), *Sur l'individualisme*, Paris, FNSP, 1991, p. 213-243.

21. MARTÍ I PUIG S., « Sobre la emergencia e impacto de los movimientos indígenas en las arenas políticas de América latina. Algunas claves interpretativas desde lo local y lo global », *Foro Internacional*, n°197, XLIX (3), 2009, p. 466.

précise de caractéristiques. Encore une fois, on peut trouver des indications fort utiles dans les travaux de Charles Tilly. En premier lieu, et comme le rappellent Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley, ce dernier proposait de considérer dans quelle mesure un mouvement social est considéré comme digne de considération, uni, nombreux, et engagé, ce qu'il désigne par l'acronyme anglais « WUNC »<sup>22</sup> ; autant de caractéristiques qui permettent la construction de variables pour la comparaison et qui mesurent la capacité des mouvements à peser sur les scènes politiques. Ces caractéristiques définissent par ailleurs les formes d'organisation et les actions qu'un mouvement sera capable de mettre en œuvre, avec une continuité et une cohérence variables dans le temps et selon les cas.

### L'intérêt d'une approche par les répertoires

D'abord proposée par Charles Tilly, puis reprise et approfondie par de nombreux analystes des mouvements sociaux, la notion de répertoire d'action collective désigne les moyens d'action que les groupes mobilisés ont à leur disposition, à un moment donné, pour mettre en œuvre une contestation. Selon cette perspective, toute population dispose d'un répertoire limité, dont la définition repose sur les ressources disponibles pour les groupes mobilisés, qu'elles soient matérielles, sociales, politiques ou symboliques<sup>23</sup>. Dans un article publié en 1984 par la revue *Vingtième Siècle* Charles Tilly écrivait que « l'idée de répertoire présente un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens, qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts »<sup>24</sup>. Ailleurs, il remarquait que « la gamme des moyens d'action collective réellement disponibles pour la population à un moment donné est très limitée par rapport aux possibilités théoriques de l'action collective. On a pris l'habitude de décrire cette situation en termes de répertoire d'action pour accentuer à la fois la contrainte, l'apprentissage et une innovation »<sup>25</sup>.

Au sens propre, le terme de « répertoire » désigne un inventaire ou un recueil méthodique, dont les éléments sont classés selon un système qui permet de les retrouver rapidement. Le « répertoire » constitue aussi l'ensemble

22. L'acronyme WUNC signifie *worthiness, unity, numbers and commitment*. Pour plus détails, voir : TILLY C., « WUNC », in THOMSON SCHNAPP J. and TIEWS M., (eds), *Crowds*, Stanford, Stanford university Press, 2006, p. 289-300.

23. À propos du succès rencontré par la notion de « répertoire », voir OFFERLE M., « Retour critique sur les répertoires d'action collective (XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », in *Politix*, volume 1, n°81, 2008, p. 181-202.

24. TILLY C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », in *Vingtième siècle*, volume 1, n°4, 1984, p. 99.

25. TILLY C., « Réclamer viva voce », in *Cultures et conflits*, n°5, 1992, p.123.

des œuvres dont un artiste dispose et qu'il est capable d'interpréter. « Toute population a un *répertoire* limité d'action collective, c'est-à-dire de moyens différents d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. [...] Ces différents moyens d'action composent un *répertoire*, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plus à celui de la *commedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi »<sup>26</sup>. Appliqué à l'action collective dans ce double sens, le répertoire désigne l'ensemble des moyens et des pratiques que les acteurs connaissent, ont à leur disposition, et sont capables de mettre en œuvre pour contester les autorités et organiser la mobilisation. La composition d'un répertoire de contestation dépend non seulement des moyens que les acteurs sont disposés à mobiliser mais aussi des conditions générales dans lesquelles il s'inscrit et du système politique et social, compris à la fois comme contexte historique et comme ressource. Le « répertoire » désigne donc à la fois ce que les gens font quand ils s'engagent dans un conflit, ce qu'ils savent faire, et ce que les autres attendent qu'ils fassent. Dans ces conditions, sa transformation est graduelle et traduit la transformation des intérêts, de l'environnement politique, des formes d'organisations, ainsi que le changement de position politique et sociale des groupes contestataires<sup>27</sup>.

À travers l'observation des répertoires d'action collective, on peut espérer répondre à de multiples questions relatives aux mobilisations. En premier lieu, observer les répertoires signifie porter l'attention vers l'organisation de l'action collective : Par quel processus les groupes contestataires se forment-ils pour rendre l'action collective possible ? Comment définissent-ils leurs intérêts ? Comment parviennent-ils à contrôler les ressources nécessaires à l'action ? En second lieu, le repérage des transformations d'un répertoire mobilisé par une population à un moment donné, de la façon dont elle l'enrichit ou en abandonne certaines composantes, de la distribution sociale des usages de ces répertoires, des stratégies qui président au choix d'un mode d'action... constitue autant de portes d'entrée pour mettre en lumière les interactions entre les groupes mobilisés et les autorités.

Par ailleurs, les répertoires de l'action collective ne nous informent pas seulement sur des stratégies, mais aussi sur les imaginaires politiques des groupes mobilisés, sur leurs représentations des autorités, du pouvoir et du politique, ou encore sur les identités qui se construisent dans la mobilisation. À travers les modes de présentation de soi et les stratégies de publicisation

---

26. TILLY C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541 (Italique dans le texte original).

27. Pour une réflexion plus poussée sur la composition du répertoire et sur sa transformation historique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, voir TARROW S., *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, chapitre 2 (« Modular Collective Action »).

des demandes, ce sont aussi les identités des groupes mobilisés, la répartition sociale des ressources politiques, ainsi que la façon dont ces groupes conçoivent leur position dans leur société et dans leur système politique qui peuvent se faire jour.

À la fin des années 80, Susan Eckstein, qui coordonnait un ouvrage collectif sur les mobilisations en Amérique latine, soulignait la coexistence de répertoires nouveaux et anciens, pour montrer que les formes prises par la protestation avaient dépendu, à cette période, du degré d'industrialisation, de la structure du système syndical et des inégalités sociales, ainsi que du degré d'ouverture des systèmes politiques. Elle estimait que la politisation des demandes variait selon la position sociale occupée par les groupes. Les classes moyennes et supérieures ont ainsi porté des revendications institutionnelles et des demandes de démocratisation politique, alors que les classes populaires ont donné la priorité aux questions économiques et aux conditions de vie<sup>28</sup>. Susan Eckstein soulève par ailleurs, dans cet article de 1989, une série d'interrogations importantes sur le rapport qu'entretiennent la position sociale, les types de demandes, et les répertoires mobilisés par les groupes : comment les mobilisations varient-elles selon la capacité de ces groupes à utiliser les médiations formelles offertes par les institutions ? Dans le présent dossier, Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley montrent que la conflictualité au travail reste forte mais que, dans un contexte où se sont érodées les capacités des travailleurs à faire valoir leurs droits par des moyens institutionnalisés, la grève se voit délaissée au profit d'actions symboliques destinées à marquer les esprits<sup>29</sup>.

Si l'on suit la perspective ouverte ici, l'Argentine des années 2000 permet de différencier plusieurs types de mobilisations. D'abord, le mouvement des *piqueteros* est composé de groupes issus des milieux populaires et s'est fait connaître par des actions spectaculaires caractéristiques, les « *piquetes* », qui lui ont valu son nom : routes coupées, ponts bloqués, entrées d'usines barrées. Le choix de ce mode d'action s'inscrit dans un ensemble de processus de changement, qui ont très fortement touché les classes populaires : la désindustrialisation a provoqué une forte paupérisation, tandis que la présence de l'État s'est affaiblie dans le contexte des réformes libérales menées à partir de 1989, et que, en conséquence, les syndicats

28. ECKSTEIN S., *Power and Protest. Latin American Social Movements*, Berkeley, California University Press, 1989 (réédité en 2001).

29. Ces remarques mériteraient d'être comparées avec les résultats des recherches menées par Sophie Bérout et all. sur les transformations de la conflictualité dans le secteur privé en France. Ils indiquent que la grève traditionnelle d'au moins 24 heures, qui a baissé en intensité dans le secteur industriel depuis le milieu des années 90, y cohabite avec de multiples autres formes de protestation, telles que la pétition, les rassemblements, les « débrayages », les défilés, les grèves du zèle, ou encore la grève « perlée ». Voir BÉROUD S., DENIS J.-M., DESAGE G., GIRAUD B., PELISSE J., *La lutte continue. Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Paris, édition du Croquant, 2008, 159 p.

voyaient leur rôle historique ébranlé. D'abord très hétérogène, ce mouvement de mouvements s'est fortement implanté dans les banlieues défavorisées de Buenos Aires. Même après l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement fédéral à partir de 2003, les organisations proches des *piqueteros* ont continué à privilégier des moyens d'action non institutionnalisés, mais devenus habituels : non seulement blocages de routes, mais aussi occupation et « récupérations » d'usines, ou encore pillages de magasins<sup>30</sup>.

Bien différents sont les modes d'action des défenseurs des droits de l'homme, qui appartiennent plutôt aux classes moyennes voire supérieures et intellectuelles, disposent des moyens nécessaires pour s'insérer dans des réseaux nationaux mais aussi inter- et transnationaux de mobilisation, pour appuyer leurs demandes de jugement des crimes commis pendant la dictature. Certains de ces activistes disposent en effet des capacités à se déplacer avec « beaucoup d'aisance et de fluidité au sein des institutions étrangères, internationales et régionales, qui apportent un complément ou un soutien à leur travail interne »<sup>31</sup>. Le cas de Luis Moreno Ocampo en est emblématique. Avocat général à Buenos Aires durant les procès des membres des juntas militaires sous le gouvernement Alfonsín (1983-89), membre de l'ONG Transparency International qui s'est mobilisée sur l'enjeu de la lutte contre la corruption, il a pris les fonctions de premier procureur de la Cour pénale internationale en 2003<sup>32</sup>.

Ces différences sociales trouvent donc, évidemment, une traduction dans les répertoires d'action collective disponibles pour ces différents groupes. Quoi qu'il en soit, et comme l'indiquent les articles d'Hélène Combes, de Javier Auyero et *al.* et de Paula Vasquez dans ce dossier, il serait erroné d'opposer de façon trop simpliste des groupes populaires, qui auraient plus tendance que les autres à organiser la contestation « dans les rues », et les classes sociales plus favorisées, qui disposeraient de la capacité à influencer la politique par des médiations formelles, par exemple partisans. Tant dans le cas des campements sur le Zocalo de Mexico en 2006, que dans celui des barrages routiers ou des pillages de magasins en Argentine, ou encore dans celui des émeutes de 1999 à Caracas, les auteurs mettent en valeur les liens entre mobilisations populaires et médiations institutionnalisées. L'approche des mobilisations par l'observation empirique des modes d'action mis en œuvre par les groupes mobilisés donne donc aussi la possibilité de penser le

30. Au sujet des mobilisations en Argentine, voir l'article de Javier Auyero dans ce dossier, ainsi que : AUYERO J., « Los cambios en el repertorio de la protesta social en la Argentina », in *Desarrollo Económico*, volume 42, n°166, 2002 ; et SVAMPA M. et PEREYRA S., *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Biblos, Buenos Aires, 2003.

31. SIKKINK K., « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition », in DELLA PORTA D. et TARROW S., (eds), *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman and Littlefield, Lanham, 2005, p. 151-173.

32. Voir GRIMSON A. et PEREYRA S., « La question (trans)nationale dans l'analyse d'expériences d'action collective », in HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J. et PHELINAS P., (eds.), *L'action collective à l'épreuve de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 81-102.

rapport aux institutions en dépassant l'idée d'une opposition ou d'une rupture radicale entre politique contestataire et politique des institutions<sup>33</sup>.

Dans l'article publié ici, Javier Auyero et *al.* mettent en valeur la complexité des relations qui lient les groupes contestataires aux acteurs politiques, avec l'analyse de quatre configurations différentes dans lesquelles les relations de clientèle et les mobilisations s'entrecroisent beaucoup plus qu'elles ne s'opposent. L'action contestataire est imbriquée dans la politique clientélaire au quotidien, à travers des formes de sociabilité et des espaces politiques où se nouent des « points d'intersection », que les auteurs de l'article cherchent à identifier et dont ils indiquent la diversité, dans temps et dans espace<sup>34</sup>. Quant à elles, Evelina Dagnino et Luciana Tatagiba estiment que l'insertion institutionnelle de mouvements associatifs brésiliens depuis les années 1990 a ouvert la gamme des modes d'action disponibles, en même temps qu'elle a été associée à un processus de professionnalisation des organisations de la société civile. Entre ces dernières et les acteurs des institutions politiques, ces auteurs remarquent des « échanges continus » et complexes, ainsi qu'une « circulation intense » ; bien loin de l'opposition autonomie/instrumentalisation. À propos des pillages perpétrés après la catastrophe qui est intervenue à Caracas en 1999, Paula Vasquez souligne aussi la complexité des interactions qui rapprochent les pilleurs, les soldats de l'armée de terre et les agents de la police de renseignement.

Pour observer la répression d'une contestation, sa radicalisation ou bien encore l'ouverture de négociations après une phase conflictuelle, on peut, encore une fois, passer par les répertoires d'action collective. Dans le cas des grèves qui ont éclaté dans la région industrielle de l'agglomération de São-Paulo entre 1978 et 1980, les interactions entre groupes contestataires et autorités se sont peu à peu transformées, en même temps que les modes d'action des grévistes se modifiaient, au fil d'un processus d'apprentissage mais aussi de l'ouverture progressive du système politique. En mai 1978, lors d'un premier arrêt de travail à l'usine Saab-Scandia de São Bernardo do Campo, les ouvriers grévistes ont inventé une forme inédite d'occupation des ateliers. La loi définissant alors la grève comme le « refus de se rendre au travail », les ouvriers ont choisi de se présenter tous les jours à l'usine, de prendre leur place devant les machines, puis de s'asseoir par terre sans se mettre au travail, contournant ainsi la législation<sup>35</sup>. Cette stratégie a

33. Cette perspective est défendue par GOLDSTONE J., (ed), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. Elle est aussi présente dans la notion de « politique du conflit » telle que la définissent Tarrow Sydney et Charles Tilly dans *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de sciences po, 2008.

34. Pour des remarques complémentaires à ce sujet, voir OFFERLE M., *op. cit.*, 2008.

35. Ce passage repose très largement sur les informations réunies par MOREIRA ALVES M.H., « Grassroots Organizations, Trade Unions, and the Church : A Challenge to the Controlled Abertura in Brazil », in *Latin American Perspectives*, volume 11, n°1, hiver 1984, p. 73-112.

d'abord suscité des hésitations chez les représentants de l'État chargés des négociations salariales et a permis aux grévistes d'obtenir une forte augmentation de salaire. Cependant l'année suivante la stratégie du « *sitdown* » a été neutralisée par la fermeture des usines par les autorités et par l'expulsion des grévistes à l'extérieur des usines, où ils ont été arrêtés au nom de la Loi de Sécurité Nationale.

En observant l'interaction entre la répression et les stratégies définies par les contestataires, on perçoit comment ce cycle de grèves a suivi un processus de politisation accentué. Les revendications de 1978 étaient presque uniquement salariales, mais le fait que les grévistes aient eu à souffrir de la répression peut expliquer que leurs demandes se soient peu à peu construites non plus autour de stricts enjeux matériels tels que les salaires et les conditions de vie, mais aussi autour du droit de grève et du droit syndical eux-mêmes. Ainsi en 1980 les grèves ont-elles fait face à une répression extrêmement féroce, menée conjointement par la police militaire et l'armée. Les principaux dirigeants du mouvement ont été arrêtés, y compris Luis Inacio da Silva, futur président de la République (2003-2011), et alors membre dirigeant du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo. Dans ce contexte, l'opposition avec les forces de l'ordre a pris une signification politique de plus en plus évidente, comme le décrit avec précision Maria Helena Moreira Alves<sup>36</sup>, avec le déploiement de 10 000 soldats dans la région de l'ABC<sup>37</sup> et la présence de véhicules militaires dans les rues. Alors qu'ils agitaient des drapeaux brésiliens, les grévistes réunis au mythique stade Vila Euclides de São Bernardo étaient survolés par des hélicoptères de combat pleins de soldats en armes. Face à des démonstrations de force aussi ostentatoires, les répertoires s'inventent et se consolident. À partir du moment où cette grève a représenté un enjeu national, où elle a reçu les soutiens de l'Organisation des avocats brésiliens (OAB) ou de l'Église catholique, elle est devenue composante d'une « politique du conflit », au sens elle s'est alors inscrite dans des « interactions où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés ; et où l'État se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie », selon l'argumentation de Charles Tilly et Sidney Tarrow<sup>38</sup>.

36. MOREIRA ALVES M.H., *op. cit.*, 1984, p. 92.

37. Les initiales ABC désignent les villes de Santo André, São Bernardo do Campo, São Caetano, auxquelles on ajoute parfois Diadema, qui se situent dans la banlieue industrielle de São-Paulo. À la fin des années 1970, la plupart des constructeurs automobiles européens et nord-américains y étaient représentés.

38. TILLY C. et TARROW S., *op. cit.*, 2008, p. 20.



## Questions de méthode

### *Questions de recherche générales*

Les articles réunis dans ce numéro de la RIPC adoptent des approches méthodologiques assez diverses, mais relèvent d'une conceptualisation homogène des mobilisations. Ils se regroupent en trois catégories. D'abord, trois des articles soulèvent des questions de recherche générales. Les articles de Susan Eckstein et Timothy Whickam-Crowley, celui de Evelina Dagnino et Luciana Tatagiba, et dans une certaine mesure celui de Charles Tilly, présentent les enjeux soulevés par l'étude des mouvements sociaux d'Amérique latine, et discutent les approches culturelles et identitaires des mobilisations ; bien qu'ils défendent des positions assez distinctes. À partir de quelques études de cas, ils pointent également des voies à suivre pour l'analyse empirique.

Dans l'article qui clôt ce dossier, Charles Tilly propose et discute une méthodologie d'analyse des dynamiques d'interaction entre groupes contestataires et autorités : « comment mesurer, décrire, expliquer les luttes politiques ? ». Selon la distinction claire qu'il établit entre « protestation », « action collective » et « contestation », Charles Tilly estime ici que porter le regard sur les « répertoires » consiste à « décrire les intérêts et les actions supposées défendre ces intérêts, mesurer la forme et l'étendue de la coordination des actions individuelles, expliquer les connections entre intérêts, actions et coordination ». Charles Tilly décrit avec précision la méthode quantitative qu'il a employée dans ses travaux sur les « rassemblements contestataires » en Grande Bretagne, montrant comme elle permet d'analyser les transformations des répertoires mais suggérant aussi la nécessité de compléter une telle approche par d'autres méthodes ; notamment ethnographiques. Bien qu'il ne porte pas sur l'Amérique latine, ce texte a été reproduit ici car il fait écho, par ses propositions méthodologiques précises, aux remarques formulées plus haut dans ce texte, mais surtout à l'article rédigé par Susan Eckstein et Timothy Wickhal-Crowley sur les insuffisances et les impasses de l'approche des « nouveaux mouvements sociaux ».

### *Ethnographie des mobilisations*

En second lieu, quatre autres articles adoptent une démarche ethnographique pour l'analyse de mobilisations localisées, auxquelles l'approche de terrain donne tout leur sens. À côté des réflexions générales parfois trop surplombantes, seule l'observation des mouvements sociaux au « ras du social » peut restituer la complexité des logiques à l'œuvre. De même que

l'électeur réel est souvent absent des études électorales<sup>39</sup>, les travaux sur les mouvements sociaux ont eu tendance à délaissier la masse des activistes pour ne regarder que les organisations, leurs dirigeants, leurs stratégies et leurs discours. C'est bien vers les acteurs anonymes des mobilisations que portent les regards de Hélène Combes dans son article sur les participants du *plantón* post-électoral à Mexico, de Paula Vasquez sur l'instrumentalisation politique des émeutes au Venezuela, de Marie-Christine Doran sur les luttes contre l'impunité au Chili, et de Javier Auyero et *al.* sur les interactions entre contestation et liens de patronage en Argentine. En se mettant à l'écoute de ceux qui participent aux mobilisations, ces auteurs restituent leurs motivations, dans leurs incertitudes ou leurs ambiguïtés, leurs émotions dans la mobilisation, les logiques de leur participation. Ils saisissent aussi les circulations des individus, d'un groupe à l'autre ou d'un espace à l'autre, et la façon dont les mobilisations s'imbriquent dans différents réseaux sociaux, souvent mêlés les uns des autres, composés d'activistes et de militants, d'acteurs de la politique institutionnelle, élus ou encore de journalistes ou d'agents des forces de l'ordre. Ces articles mettent en lumière, par ailleurs, la façon dont la méthode ethnographique peut s'appuyer sur une empathie mesurée et raisonnée du chercheur vis-à-vis des groupes qu'il observe. En effet, l'ethnographie a été beaucoup utilisée par la sociologie identitaire et culturelle, souvent marquée par une adhésion du chercheur à la cause défendue voire à la vision du monde exprimée par les groupes mobilisés. Dans les recherches présentées ici, les auteurs se sont moins interrogés sur la signification des mobilisations que sur leur « comment ? ». Par exemple, Marie-Christine Doran décrit les *protestas*, organisées au Chili autour de l'enjeu de l'impunité, comme une forme d'« expression publique de la souffrance », où la confrontation avec les forces de l'ordre est associée à la mise en scène d'une « communion sociale » parmi les manifestants.

Les travaux de ces auteurs se rencontrent, par ailleurs, dans l'attention qu'ils portent aux espaces physiques où les mobilisations prennent place ; ce qui est particulièrement évident chez Hélène Combes qui décrit la symbolique portée par la place centrale de la capitale mexicaine, et qui montre comment les contestataires ont convergé en juillet 2006 pour « prendre » le lieu, puis comment s'est ensuite organisé l'espace dans le campement, divisé par États fédérés et par arrondissements. La symbolique des lieux et les usages de l'espace par les groupes mobilisés nous informent sur des questions essentielles pour l'analyse des mobilisations, telles que la cible recherchée par les contestataires, leur représentation du pouvoir et des lieux

---

39. Voir par exemple HELCIMARA DE SOUZA T., *O Eleitor : este grande ausente*, communication présentée lors d'une journée d'étude de l'Association brésilienne de science politique, Université Fédérale de São-Carlos (UFSCar), 18-20 de novembre 2009, multigr.

où il se situe, ou encore la structure des groupes mobilisés, plus ou moins localisés, capables ou non de s'organiser au niveau national voire au-delà. Le choix des lieux est significatif de la position d'un groupe vis-à-vis du pouvoir, ainsi que de la centralité ou de la marginalité des enjeux sur lesquels il se mobilise.

Par exemple, c'est dans le contexte d'une opposition explicite au régime politique au niveau national que les mères de la place de mai ont mené des défilés hebdomadaires devant la Casa Rosada à Buenos Aires, ou encore que des campements ont été installés sur les places centrales des capitales, comme celle du Zocalo de Mexico, « devenu point de repère pour l'opposition au régime » ainsi que l'écrit Hélène Combes. Dans l'autre sens, l'usage de l'espace par les bloqueurs de routes, en Bolivie, au Brésil ou encore en Argentine, est associé à une plus grande difficulté des groupes contestataires à se situer au cœur du pouvoir. Le cas des *piqueteros* argentins est celui d'un mouvement hétérogène, sans unité d'organisation ou d'objectif. De façon significative, l'organisation de barrages de routes a principalement été localisée aux périphéries des grandes agglomérations, sur les grandes voies d'accès vers les centres urbains, par des populations défavorisées, souvent présentées comme « marginales ». Denis Merklen souligne ainsi la forte territorialisation de la contestation menée par les *piqueteros*. Si leurs luttes portent une contestation du système politique et social argentin, elles n'ont pas moins été localisées dans des quartiers très éloignés des centres de pouvoir<sup>40</sup>.

Remarquons aussi la symbolique des marches menées en 1992 par de nombreuses organisations indigènes pour dénoncer la célébration des « 500 ans de la découverte de l'Amérique » et proclamer le « 500<sup>e</sup> anniversaire de la résistance noire et indigène ». Deux ans avant, en 1990, la première « marche pour le Territoire et la Dignité » organisée par la CIDOB<sup>41</sup>, avait participé à mettre les organisations indianistes sur le devant de la scène politique bolivienne et à faire pression sur le gouvernement de Jaime Paz Zamora pour qu'il ratifie la convention 169 de l'Organisation internationale du travail. Quant à lui, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre brésilien (MST), a régulièrement organisé des marches vers Brasília, depuis différents points du territoire national, par exemple en juillet 2006 avec la « marche nationale pour la réforme agraire », organisée en pleine campagne présidentielle. Si le choix de marcher vers le centre du pouvoir national relève d'une stratégie médiatique, il symbolise aussi clairement les demandes de ces groupes, paysans et Indiens, qui demandent à voir reconnus les droits économiques et sociaux nécessaires à l'exercice de leur citoyenneté.

40. MERKLEN D., *op. cit.*, 2002.

41. Centrale indigène de l'Orient Bolivien.

Dans le cas des émeutes et des saccages, observés dans ce dossier par Paula Vasquez au Venezuela en 1989 puis 1999, le regard ethnographique restitue la signification des lieux, mais permet aussi de dégager une « économie morale » – ou politique – du pillage, selon une perspective inspirée des travaux de E.P. Thompson<sup>42</sup>. Javier Auyero estime aussi que « ceux qui sont intéressés par les dimensions culturelles de la contestation auraient beaucoup à gagner à transposer le concept d'économie morale à la sphère politique »<sup>43</sup>. E.P. Thompson, dans un fameux texte publié en 1971, montre clairement que les émeutes en Grande-Bretagne constituaient une « forme hautement complexe d'action directe populaire, disciplinée et avec des objectifs clairs », « enracinée dans des représentations des normes sociales et des obligations, et des fonctions économiques »<sup>44</sup>. Il pose une question simple, qui peut à elle seule traduire notre plaidoyer pour l'observation des répertoires d'action collective : comment se structure le comportement des groupes qui protestent ?... Ces questions invitent donc à observer comment l'action collective s'insère dans les relations sociales et politiques ordinaires. Dans son texte sur les émeutes de Caracas, Paula Vasquez identifie ainsi les cibles choisies par les pillards, la composition des groupes de pillards, les modes de diffusion de l'information sur les opportunités de pillage, les moments choisis pour ces actions, les modalités des interactions avec les forces de l'ordre, les motivations des pillards. Ici, l'ethnographie permet à la fois de retrouver la diversité des motivations et des représentations de l'action, et de saisir la façon dont elle s'inscrit dans des comportements socialement et politiquement normés. À travers l'observation des répertoires, et des questions simples posées aux mobilisations, c'est donc cette « économie morale » de la contestation, que l'on peut espérer cerner.

### *Comparaisons qualitatives et agenda de recherche*

Enfin, l'article de Salvador Martí i Puig ainsi que la seconde partie de celui de Susan Eckstein et Timothy Wickham-Crowley proposent des travaux comparatifs qualitatifs. En complément des ethnographies approfondies, les comparaisons internationales constituent un instrument méthodologique indispensable pour mettre en lumière les logiques des mobilisations. Cette méthode a été appliquée par exemple par Timothy Wickham-Crowley dans sa recherche sur les guérillas en Amérique latine, et en partie par Joe Foweraker et Todd Landman dans leur recherche sur lutte pour les

42. THOMPSON E.P., « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, volume 50, février 1971, p. 76-136.

43. AUYERO J., « The moral politics of Argentine Crowds », in *Mobilization : an International Journal*, volume 9, n°3, 2004, p. 323.

44. THOMPSON E.P., *op. cit.*, 1971, p. 78-79.

droits de la citoyenneté<sup>45</sup>. Salvador Martí i Puig propose ici une recherche comparée sur l'existence et le succès des partis ethniques en Amérique latine, qui repose sur la définition d'un nombre limité de variables qualitatives<sup>46</sup>. Il arrive ainsi à la conclusion que la construction des partis dits « ethniques » a reposé sur une forte capacité de mobilisation des organisations indigénistes et un environnement politique ouvert, en l'absence de conflit généralisé ; conditions que l'on rencontre dans les cas de la Bolivie, de l'Équateur et du Nicaragua.

Combiner la méthode ethnographique et celle de la comparaison qualitative peut s'avérer nécessaire pour répondre à un agenda de recherche encore riche, en ce qui concerne les mobilisations d'Amérique latine. À ce jour, plusieurs questions sont restées négligées par la sociologie politique, ou à peine abordées par quelques chercheurs. Les lacunes sont encore importantes au sujet de la transnationalisation de l'action collective, en dehors des travaux menés par quelques chercheurs comme Kathryn Sikkink<sup>47</sup>. Par exemple, très peu de travaux ont encore été publiés sur l'altermondialisme ou sur la structuration transnationale des réseaux formels et informels qui lient différentes organisations de mobilisation entre elles à travers le continent. Dans le cas des mobilisations néozapatistes, Alicia Sword<sup>48</sup> montre comment l'insertion sociale repose sur l'imbrication de réseaux sociaux situés à des niveaux différents, locaux, nationaux, inter- et transnationaux ; réseaux dont la construction repose sur des pratiques diversifiées selon les niveaux. Cependant, d'autres questions sont encore mal connues, telle que les liens divers qui se tissent entre des groupes contestataires implantés localement et des multiples réseaux de soutien transnationaux, qui tissent un continuum depuis le local jusqu'à l'international<sup>49</sup>, entre des arènes où individus et groupes contestataires circulent selon des logiques qui restent à éclairer.

Dans ce dossier, au-delà des interrogations formulées plus haut, la perspective comparée sur les répertoires d'action collective, leurs enrichissements, leur diffusion et leur usages sociaux, se donne donc pour objectif de proposer quelques directions pour revisiter l'observation des mouvements sociaux latino-américains. Par le regard sur les répertoires d'action collective, sont interrogées ici les stratégies des organisations de mouvement

45. WICKHAM-CROWLEY T., *Guerillas and Revolution in Latin America : a Comparative Study of Insurgents and Regimes since 1956*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1992 ; FOWERAKER J. and LANDMAN T., *Citizenship Rights and Social Movements. A Comparative Analysis and Statistical Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 1997 (voir le chapitre 3).

46. À ce sujet, voir par exemple la deuxième partie du dossier sur « l'analyse comparative configurationnelle » paru dans la RIPC, volume 11, n°1, 2004.

47. SIKKINK K., *op. cit.*, 2005.

48. SWORD A.C.S., « Neo-Zapatista Network Politics. Transforming Democracy and Development », in *Latin American Perspectives*, n°153, volume 34, n°2, 2007, p. 78-93.

49. TARROW S., « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, n°38/39, 2000, p. 187-223.

social, les ressources qu'elles mobilisent, leur modes d'insertion dans des réseaux militants situés à des niveaux différents des sociétés, du micro-local au transnational, leurs interactions avec les autorités, leur institutionnalisation. À partir d'études de cas précises et originales, portant sur des mouvements sociaux localisés avec exactitude et reposant sur des méthodes d'observation ethnographiques, les articles qui sont réunis dans ce dossier proposent donc un regard comparé sur les transformations de l'action collective en Amérique latine et ébauchent un cadre d'analyse de ces renouvellements, tout en laissant la place à une discussion contradictoire sur les directions à lui donner.